

ALLIANCE SYNDICALE OUVRIÈRE D'ESPAGNE, COMITÉ DE COORDINATION...

A l'opinion publique mondiale!

A toutes les organisations syndicales ouvrières et démocratiques!

Le comité de coordination de l'*Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne* communique à l'opinion démocratique internationale, l'information suivante, concernant la répression exercée en Espagne par la police franquiste:

A Barcelone, le Secrétaire National de l'*Alliance Syndicale Ouvrière* a été arrêté et jugé, ainsi que le secrétaire de la dite organisation pour la Catalogne. L'*Alliance Syndicale Ouvrière* est intégrée (*) à l'*Union Générale des Travailleurs* (U.G.T.), à la *Confédération Nationale du Travail* (C.N.T.) et, en Catalogne, à *Solidarité Ouvrière Chrétienne de Catalogne* (S.O.C.C.).

Les camarades Francisco Callé Mancilla, menuisier, et Augustin Mariano Pascual, métallo, ont été mis à la disposition du *Tribunal Spécial d'Ordre Public* (de création récente) et inculpés de menées extrémistes et de conspiration contre la dictature du général Franco. Ces fausses accusations ont pour but de justifier l'intolérance et les violences du régime franquiste, ce régime qui oblige les travailleurs à s'organiser en syndicats clandestins, puisque les seuls reconnus sont les «*syndicats verticaux*», ces instruments du gouvernement fasciste espagnol pour domestiquer et soumettre la classe ouvrière espagnole à ses dessins bâtards de totalitarisme politique.

Un troisième camarade a également été arrêté; il s'agit de José Cases Alfonso, imprimeur, accusé d'imprimer des tracts de propagande subversive pour le compte de l'*Alliance Syndicale Ouvrière*.

Tous les inculpés sont membres de la C.N.T.: Francisco Callé était délégué à l'intérieur pour les *Affaires étrangères* et Augustin Mariano, secrétaire du *Comité Régional de Catalogne et des Baléares*.

La répression franquiste n'a pas désarticulé la structure de base du mouvement syndicaliste ouvrier clandestin, qui fonctionne à tous les échelons.

Le *Comité de Coordination de l'Alliance Syndicale Ouvrière* lance un appel à toutes les organisations syndicales ouvrières du monde et en appelle à la conscience démocratique internationale pour que soit organisée une vaste campagne de protestation, obligeant le gouvernement franquiste à libérer nos trois camarades qui risquent de longues peines d'emprisonnement pour le crime d'être des militants ouvriers de l'*Alliance Syndicale Ouvrière* qui lutte, en Espagne, pour que le droit de grève et la liberté syndicale soient accordés aux travailleurs.

Un gouvernement qui refuse d'accorder aux ouvriers ces droits élémentaires ne peut-être admis parmi les nations démocratiques.

Vive la Liberté!

Le Comité de Coordination.

(*) Lire «*intègre*» plutôt que «*est intégré*». (Note A.M.).
